

BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 21 avril 2025

Nous rappelons à notre très cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers [sa page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

LE CHIFFRE À RETENIR

62%

C'est la part des exportations de cacao du Ghana à destination de l'Union Européenne

ÉVÈNEMENT À VENIR

Inscrivez-vous à la Business Expedition Ville Durable organisée par la Chambre de Commerce et d'Industrie France-Ghana à Accra les 10 et 11 juin 2025!

Nigeria :

Les perspectives de croissance nigérianes pour 2025 et 2026 sont moins affectées que celles des autres pays, par l'évolution du contexte mondial, selon le FMI ; Le Nigeria mise sur le marché carbone pour attirer 2,5 milliards de dollars d'investissements d'ici 2030 ; L'État du Niger supprime les frais de passage pour la fibre optique.

Ghana :

Le Bureau de l'or du Ghana commence à octroyer des licences à des prestataires de services de négoce d'or ; Le secteur de l'énergie demeure le plus grand risque économique, selon le ministre des Finances.

Nigeria

Les perspectives de croissance nigérianes pour 2025 et 2026 sont moins affectées que celles des autres pays, par l'évolution du contexte mondial, selon le FMI

[Le Fonds monétaire international a publié son bulletin économique mondial semestriel, actualisant ses prévisions en matière de croissance et d'inflation.](#) Ainsi, le FMI révisé à la baisse les perspectives de croissance économique du Nigeria pour les deux prochaines années : l'économie devrait croître de 3,0% (-0,2pt) en 2025 et de 2,7% (-0,3pt) en 2026, après avoir enregistré une croissance plus forte que prévu, à 3,4% en 2024 (+0,5pt). Ces moins bonnes perspectives, par rapport aux prévisions d'octobre 2024, sont attribuées à la baisse des cours du pétrole.

Cette révision à la baisse, relativement modérée, est principalement imputable à la baisse des cours du pétrole. Mais comparée à celle qui affecte l'économie mondiale — et plus encore les pays émergents et en développement — la dégradation des perspectives nigérianes apparaît plus mesurée. Le FMI a réduit les prévisions de croissance des pays émergents et en développement de 0,5pt pour 2025 et de 0,3pt pour 2026.

Comme dans les autres pays africains exportateurs de pétrole, le FMI s'attend à ce que l'inflation nigériane soit légèrement plus persistante, dans la continuité de l'année écoulée. Ainsi, l'inflation nigériane en 2024 a été enregistré à 33,2%, soit une surprise à la hausse de 0,7pt par rapport à octobre. Pour 2025, le FMI prévoit désormais une inflation de 26,5% (+1,5pt) laissant entrevoir un reflux plus tardif de la pression inflationniste que ce qui était anticipé précédemment.

Le Nigeria mise sur le marché carbone pour attirer 2,5 Md USD d'investissements d'ici 2030

Le président nigérian Bola Ahmed Tinubu a annoncé la finalisation de la *Nigeria Carbon Market Activation Policy*, qui devrait permettre de [mobiliser jusqu'à 2,5 Md USD d'ici 2030](#) via la vente de crédits carbone de haute intégrité et d'investissements associés. Cette politique positionne le Nigeria comme un futur hub de la finance climatique en Afrique.

Présentée lors d'un dialogue virtuel de haut niveau co-organisé par l'ONU et le Brésil en préparation de la COP30, cette annonce s'inscrit

dans un ensemble de réformes énergétiques portées par le Nigeria *Energy Transition Plan (ETP)*. Ce plan vise la neutralité carbone à l'horizon 2060 et cible cinq secteurs stratégiques : électricité, cuisson, transport, pétrole & gaz, et industrie. L'ETP nécessitera plus de 410 Md USD d'investissements et s'appuie sur des réformes réglementaires, des incitations fiscales et une restructuration institutionnelle pour allier accès à l'énergie, décarbonation et compétitivité.

Le Nigeria s'engage aussi dans le Mission 300, avec la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, pour fournir l'accès à l'électricité à 300 millions d'Africains d'ici 2030. Tinubu a également annoncé la création d'un *Global Climate Change Investment Fund* pour financer les infrastructures vertes et soutenir des secteurs clés comme l'agriculture régénérative, les mini-réseaux d'énergies renouvelables et les hubs industriels verts. Ces annonces témoignent d'une volonté affirmée de positionner le Nigeria comme un acteur majeur de la finance climatique, mais leur succès dépendra de la capacité du gouvernement à mobiliser les investissements annoncés et à assurer une mise en œuvre cohérente dans un contexte économique et institutionnel encore fragile.

L'État du Niger supprime les frais de passage pour la fibre optique

[L'État du Niger au Nigeria a annoncé la suppression des droits de passage pour l'installation de la fibre optique, remplaçant ces coûts proportionnels par un permis unique de 500 000 NGN \(312 USD\).](#)

Cette mesure, officialisée par décret le 2 septembre 2024, vise à stimuler le déploiement des infrastructures numériques et à faciliter l'accès au haut débit sur le territoire.

Cette initiative s'inscrit dans un mouvement national soutenu par le gouvernement fédéral, qui appelle les 36 États du pays à lever les barrières financières freinant la connectivité. Le Nigeria prévoit de déployer 90 000 km de fibre optique d'ici les prochaines années, pour un investissement estimé à 2 Md USD. Or, les frais actuels de droit de passage (145 NGN par mètre, soit 0,09 USD par mètre) bien qu'harmonisés depuis 2017, ne sont pas uniformément appliqués. Certains États continuent d'imposer à des niveaux beaucoup plus élevés, entraînant des surcoûts pouvant atteindre 70%. L'État du Niger rejoint désormais les 11 autres États ayant supprimé ces frais, contribuant ainsi à créer un environnement plus favorable aux investissements numériques et à l'inclusion économique.

Le Bureau de l'or du Ghana commence à octroyer des licences à des prestataires de services de négoce d'or

[Le Bureau de l'or au Ghana \(GoldBod\) a officiellement commencé à agréer les prestataires de services dans le secteur du négoce de l'or.](#) Les ghanéens âgés de 18 ans et plus, ainsi que les entreprises ghanéennes en propriété exclusive, sont désormais éligibles pour demander diverses catégories de licences via le site internet du [GoldBod](#) ou en personne au siège de l'organisation à Accra.

Les catégories de licences qui peuvent être demandées sont les suivantes : licence d'agrégateur, licence d'agrégateur d'autofinancement, licence d'acheteur niveau 1 et 2. D'autres catégories, notamment les licences d'affinage, de fusion, de fabrication, de stockage, de transport et d'importation, seront disponibles pour application à partir de juillet 2025.

Le GoldBod a réitéré une précédente directive demandant à tous les étrangers de quitter le marché local du négoce de l'or d'ici le 30 avril 2025. Cependant, les étrangers peuvent toujours demander à prélever de l'or directement auprès du GoldBod.

Le secteur de l'énergie demeure le plus grand risque économique, selon le ministre des Finances

[À l'occasion des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale, le ministre des Finances, Cassiel Ato Forson, a souligné la gravité de la crise qui frappe actuellement le secteur énergétique ghanéen](#) qu'il considère comme la principale menace économique pour le pays. Il est intervenu lors d'une session consacrée au Pacte énergétique du Ghana. Il a notamment pointé du doigt une distribution inefficace de la part de la Compagnie d'électricité du Ghana (ECG) et un déficit financier d'environ 2 Md USD, un montant supérieur aux dépenses d'investissement intérieures, devant être traité de toute urgence. Il a noté que les inefficacités de la chaîne de valeur, en particulier dans le secteur de la distribution, pourrait réduire de moitié le déficit si elles étaient réglées.

Le ministre a insisté sur la nécessité de réformes structurelles le long de la chaîne de valeur, au-delà de l'augmentation seule des tarifs. Il a évoqué les mesures déjà engagées, telles que l'approbation de la participation du secteur privé et la soumission d'un projet de loi visant à instaurer un approvisionnement concurrentiel de services de production d'électricité. Le ministre a par ailleurs salué cette initiative de Pacte énergétique du Ghana, qui selon lui pourrait transformer durablement le secteur.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

tom.giudice@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : tom.giudice@dgtresor.gouv.fr